

N° anonymat :

SESSION : 2019

ÉPREUVE : Composition

N° 252

Nombre total d'intercalaires :
(ne pas compter cette copie)

1

Note sur 20 :

Le modèle social français a-t-il vécu ?

Coefficient :

Note définitive :

de film "La sociale", sorti en 2016 pour les 70 ans de la création de la sécurité sociale, marquée notamment l'enthousiasme ayant accompagné sa création, en 1946. Issue du programme du Conseil national de la Résistance, l'idée d'un système généralisé de protection sociale nationale a ainsi été progressivement mis en place, et demeure en vigueur actuellement, plus de 70 ans après. La sécurité sociale constitue ainsi le socle du modèle social français. Il s'agit d'un système de type Bismarckien, fondé sur les cotisations de chaque travailleur, qui varie selon ses capacités et qui bénéficie ensuite de prestations selon ses besoins. La sécurité sociale couvre cinq risques principaux, entraînant une charge financière pour les individus, que sont le chômage, la maladie, la présence d'enfant, la retraite et les accidents du travail. Les Français sont globalement attachés à ce modèle social et à la protection qu'il confère. Néanmoins, ce modèle social est régulièrement critiqué pour son coût et pour son caractère inadapté à la société actuelle, notamment en comparaison avec d'autres États de l'OCDE, dont les systèmes sociaux sont moins coûteux et laissent plus de place au secteur privé. C'est par exemple le cas de l'Allemagne, dont le modèle est fréquemment donné en exemple et où les retraites sont essentiellement gérées par capitalisation. Il a ainsi pu être appelé, en France, à une réforme du système des retraites.

Ne rien inscrire dans cet emplacement

Ne rien inscrire dans cet emplacement

laisant plus de place à la capitalisation et au secteur privé. De plus, le déficit de la sécurité sociale est régulièrement invoqué pour souligner l'inadaptation du système.

Le modèle social français est donc à la fois apprécié de la population mais également la cible de critiques. Dans ce contexte, le modèle social français a-t-il lieu, de sorte qu'il devrait disparaître ?

Il convient de constater que malgré les critiques qui lui sont adressées, le modèle social français est toujours d'actualité, bien qu'il soit confronté à des difficultés financières (I). Il est par ailleurs bouleversé par les évolutions de la société française, de telle sorte qu'il devient nécessaire de l'adapter (II).

① Le modèle social français confronté à des difficultés financières

Le modèle social français est toujours en application, et est réformé régulièrement (A), mais est destabilisé par des difficultés financières (B).

A de modèle social français maintenu et plutôt efficace

Le modèle social français est toujours appliqué et assumé par l'État, qui l'a adapté, ce qui donne des résultats plutôt positifs.

Si la gestion de la sécurité sociale était initialement unitaire, l'État s'est progressivement impliqué dans celle-ci, et aujourd'hui le Parlement vote chaque année une loi de financement de la sécurité sociale, comme pour le budget de l'État. Il y a donc une volonté politique renouvelée chaque année de continuer le modèle social français. Ce modèle a, par ailleurs, été adapté afin de le rendre plus protecteur, notamment pour ceux qui en étaient exclus. Afin de protéger les personnes n'ayant pas de droit au chômage, le revenu minimum d'insertion a été créé (1989), remplacé ensuite par le revenu de solidarité active, actuellement géré par les départements. Ceux-ci ont justement en charge l'action sociale, notamment s'agissant du handicap et de la protection de l'enfance. De plus, l'État a mis en place des impôts permettant de financer le système social, notamment la contribution sociale généralisée. Ce faisant, au prix de l'introduction d'un aspect biveridgien dans le modèle social, l'État en assume la charge.

Le modèle social français a par ailleurs des résultats qui sont relativement bons. Ainsi, la grande majorité des français bénéficie de la couverture maladie et d'une complémentaire santé, ainsi que le cas échéant, d'une retraite permettant de vivre correctement. Cette situation est bien différente aux États-Unis où une part importante de la population n'a pas de couverture maladie, et où les retraites sont payées si faibles qu'elles imposent au bénéficiaire de travailler, ce qui revient notamment au Tanté Amérique de J. Fléquet (2016) et de La rêve européen de J. Riffkins (2014). Des éléments du modèle social, comme le minimum vieillesse, sont à cet égard très importants. En outre, il peut également être mentionné le fait que la France a globalement mieux résisté à la crise de

2008 la régissant de ses conséquences sur le niveau de
 pauvreté et d'accès aux soins, ce qui n'est pas le cas d'autres
 pays, comme le Royaume-Uni ou les États-Unis.

de modèle social français est donc maintenu
 par l'État et plutôt efficace comparé à d'autres
 systèmes. Toutefois, il est aujourd'hui déstabilisé par
 ses difficultés financières (R).

R / Un modèle déstabilisé par ses difficultés financières

La société française a évolué depuis les années 1970,
 ce qui a déséquilibré le système social français.

La société française, en partie grâce à l'efficacité
 de son modèle social, mais également aux progrès agricoles,
 techniques et médicaux, a vu l'espérance de vie de sa population
 augmenter et ainsi achever sa transition démographique. Cette
 augmentation de l'espérance de vie a en son effet, à compter des
 années 1980, d'augmenter la proportion de retraités par rapport
 aux actifs, ce qui a en son conséquence de déséquilibrer le
 système de cotisation, notamment dans les années 1990 et encore
 dans ces années 2000. Cette évolution a donc conduit l'État à
 augmenter la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite pleine.

Par ailleurs, ce phénomène s'est conjugué aux
 conséquences de la crise pétrolière de 1976 et l'apparition d'un
 chômage de masse, qui s'élevait en 1988 à plus de 9% des
 actifs. Dès lors, les cotisations des travailleurs n'ont pas été
 suffisantes à financer l'assurance chômage. À cet égard, les
 travaux de J. Riffon l'avaient supposés que le marché
 d'emploi disponible va continuer de décroître (Le fin du travail 1996).
 L'importance du taux de chômage a encore été aggravée par la
 crise de 2007, et ne semble pas devoir diminuer rapidement. En
 outre, l'augmentation des coûts de certains traitements médicaux
 et le développement des maladies chroniques, qui touchent de plus

en plus de Français, ont augmenté le niveau des dépenses de santé, sans que les cotisations permettent de le financer.

Ces évolutions ont eu pour effet de créer un déficit de la sécurité sociale dès les années 1990, qui a aggravé le déficit de l'État. Dans un contexte où la dette correspond à 97% du PIB, et où le taux de prélèvements obligatoires est d'environ 46% du PIB, la légitimité de ces dépenses a été questionnée. C'est ainsi que le remboursement des soins a été soumis au tiers payant et au parcours de santé, et que les contrôles sur les chômeurs se sont vus. Le budget de la sécurité sociale était quasiment à l'équilibre en 2018, mais ces difficultés financières ont affecté sa légitimité, en ce qu'il représente toujours une charge conséquente pour les finances publiques (plus de 170 milliards d'euros).

Ainsi, bien que le modèle social français soit toujours d'actualité à ce jour, il a été destabilisé du fait de ces difficultés financières. Or, les évolutions actuelles de la société française semblent indiquer qu'une réforme de ce modèle est nécessaire, afin de le pérenniser (II).

II // La nécessité de réformer le modèle social français, bouleversé par les évolutions de la société

La société française contemporaine a connu et connaît des évolutions tant sociologiques qu'économiques qui bouleversent le modèle social français (A), de telle sorte qu'une réforme de celui-ci pourrait être nécessaire afin de le pérenniser (B).

A/ Une remise en cause profonde du modèle social français liée aux évolutions de la société

Les évolutions récentes de la société française rendent difficilement supportables les charges liées au système social. En effet, tel que le souligne le Compteur Comptes dans son rapport de fin 2019, la charge de la dette et le niveau élevé des dépenses publiques limitent les capacités d'action de l'Etat et ses marges de manœuvre. Par ailleurs, à ceci doit s'ajouter le fait que les charges sociales pèsent également sur le coût du travail, ce que relèvent des économistes comme J. Tindie (Le bien commun 2016). Ce faisant, le système social qui avait besoin d'un plus grand nombre de travailleurs pour se financer, limite les possibilités d'embauche. En ce sens d'ailleurs le CICE qui sert remède par un allègement de charges sociales sur les salaires les plus bas. De plus, dans un contexte mondialisé, où les frontières ne protègent plus autant qu'auparavant, les charges sociales sur les salaires impactent la compétitivité française et peut conduire à des délocalisations. Dans ce contexte, les charges liées au modèle social français semblent inadaptées à l'évolution de l'économie et au fait que d'autres Etats européens ont diminué leurs charges patronales.

En outre, le modèle social français a été conçu dans le cadre de la société industrielle, alors que la France est aujourd'hui moins industrialisée, et que la place du salariat est progressivement remise en cause. En effet, l'émergence des nouvelles technologies a permis une forte augmentation du nombre d'auto-entrepreneurs dont la protection sociale pourrait être réformée comme proposé le Conseil d'Etat dans son Etude annuelle de 2017 sur l'"ubérisation". Ce faisant, le modèle social français, basé sur le salariat, pourrait être amené à évoluer.

Enfin, il faut également admettre qu'une partie de la population aspire à davantage d'autonomie, notamment dans le

domaine de la santé et des retraites. Cette montée de l'individualisme relayée par A. Spicer et C. Cédricsson (de l'archaïsme du bien-être 2018) tend à faire métriquement de la santé une question personnelle, en opposition avec le modèle social français, fondé plutôt sur la solidarité.

Ainsi, les évolutions récentes de la société française liées tant à des considérations économiques qu'à sociologiques, remettent en cause le modèle social français. Il conviendrait donc de le repenser de manière à préserver au mieux les droits protégés, dans ce nouveau contexte (R).

R / Le modèle social français doit être repensé pour en préserver les avantages.

Malgré toutes les difficultés qui ont été envisagées précédemment, le modèle social français ne peut pas simplement être écarté au profit d'un système fondé sur le self-help. En ce sens, P. Rosenzweig indique que la protection sociale est un des éléments qui a permis à la République de résister aux mouvements radicaux (Devenir le populaire 2011 26^e rencontres de la harpe).

Dans le même sens, R. Castel rappelle dans son ouvrage L'insécurité sociale de 2003, que le but premier de la vie en société est de se protéger tant de l'extérieur que de certains risques davantage liés aux aléas de la vie. De plus, la crise de 2007 l'a montré, le modèle social français est plutôt efficace pour atténuer les conséquences de la vie économique sur les citoyens, et ainsi préserver leurs droits fondamentaux, comme l'accès aux soins.

En conséquence, ce modèle doit être repensé d'une manière qui préserve par l'essentiel la protection contre les aléas principaux de l'existence, tout en permettant qu'il ait un impact

meisnie sur l'emploi. Ce faisant des réformes partielles, comme celles portant sur la retraite, ne seraient suffisantes, et le financement de la sécurité sociale, qui évolue vers un système biresiduel, mériterait de faire l'objet d'un débat et d'une stratégie de long terme. Il pourrait en être fait un projet de société unificateur, tels qu'ils sont préconisés par le Conseil d'Etat dans son Article annuelle de 2012 sur la citoyenneté, pour peu qu'il ne soit pas simplement prétexte à une simple réduction du domaine de la sécurité sociale. De plus, une telle réforme devrait s'accompagner d'une réforme de la fiscalité, sujet qui y est très lié. La création d'une allocation universelle, telle qu'imaginée par le Plan jeunesse du Gouvernement de l'automne 2012 pourrait être la base d'un nouveau modèle social français. [Amal]

* * *

Au vu de ce qui précède, le modèle français n'est pas nécessairement voué à disparaître en ce qu'il permet de garantir ses bénéficiaires contre certains risques importants; cependant il devrait faire l'objet d'une réforme d'urgence permettant d'en préserver les aspects positifs, tout en l'adaptant aux évolutions de la société française contemporaine.